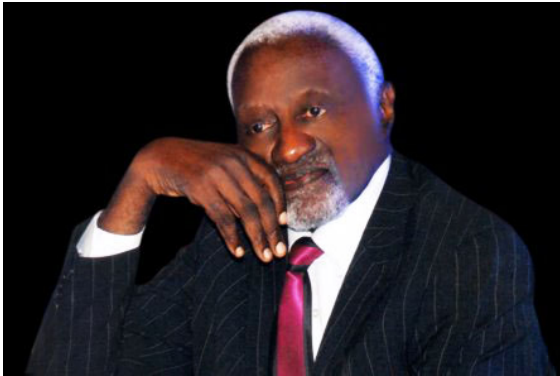


D'HUMILIAION EN HUMILIATION, JUSQU'À QUAND ?



Par Me YONDO Black

La fièvre peine à retomber après la publication des conclusions de l'enquête prescrite par Paul BIYA à la suite des dénonciations d'ONG nationales et internationales, et tendant à impliquer des éléments de notre armée dans la tragédie de Ngarbuh.

Lorsqu'il a été révélé au grand jour que la responsabilité d'éléments de nos Forces de Défense et de Sécurité était fortement engagée dans le massacre perpétré au cours de la nuit du 13 au 14 février 2020 dans le quartier Ngarbuh à Ntumbaw, dans la région du Nord-Ouest et qui a fait une vingtaine de morts, plus précisément 23 civils calcinés, dont des femmes enceintes et des enfants, on a, comme de coutume, assisté à une véritable levée de boucliers ; ils ont rué dans les brancards, criant au complot contre la patrie par des mercenaires tapis dans l'ombre et pactisant avec les ennemis de la Nation dont l'objectif inavoué est de déstabiliser les institutions de la République afin de s'emparer des immenses richesses dont regorge notre pays.

Chacun de nos ministres y est allé de sa partition pour montrer à quel point il est prêt à donner de sa vie pour défendre les institutions et celui qui les incarne, Paul BIYA. Alors que nous connaissons tous leur couardise qu'ils dissimulent mal derrière la puissance du titre qu'ils portent et qu'il est de notoriété publique ... que le coq n'aura même pas chanté une fois !

Qui ne se souvient de la communication du ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense qui, à l'époque, encensait le rapport de ses collaborateurs qu'il qualifiait de minutieux et de professionnel, affirmant, péremptoire, que des

soldats avaient été attaqués par sept terroristes qu'ils se sont juste employés à neutraliser par une riposte appropriée.

Il sera appuyé dans cette démonstration par Cyrille Serge ATONFACK, capitaine de frégate, Chef de Division de la Communication au MINDEF, qui ira jusqu'à oublier le ton martial reconnu à tout homme en tenue, afin de s'inscrire dans la prose, distribuant bons et mauvais points au passage, sans oublier de traiter de tous les noms d'oiseaux les boucs-émissaires habituels au premier rang desquels les ONG dans leur ensemble.

René Emmanuel SADI, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement auto-proclamé leur emboîte le pas en usant de la même rengaine, plus pugnace que d'habitude, comme s'il se livrait à cet exercice pour se faire voir et entendre de quelqu'un, le tout engoncé dans un costume trois-pièces, arborant des breloques qui démontrent à souhait que ses costumes ont enfin trouvé là une occasion de sortir d'un confinement imposé.

Ce tir groupé de nos ministres connaît son apothéose avec la sortie inévitable et très attendue de Monsieur Muscles, l'inénarrable **ATANGA NJI** qui, dans son style de boxeur, indexe nommément certains médias, menaçant d'ordonner purement et simplement leur fermeture, en indiquant clairement qu'ils sont à la solde de l'ennemi et en précisant le montant de la somme qu'ils auraient perçue pour mettre en œuvre ce plan machiavélique et diabolique qui, en l'état actuel de nos lois, conduit directement au peloton d'exécution... pas moins !

Tout ceci, faut-il le rappeler, est un condensé de propos malveillants balancés sans aucune enquête préalable, question de noyer le poisson, en totale omission des leçons d'un passé récent où un autre porte-parole auto-proclamé, **ISSA TCHIROMA Bakary**, pour ne pas le citer, s'était déjà illustré, allant jusqu'à pointer du doigt l'armée d'un pays ami, et ce, au risque de créer un incident diplomatique difficile à rattraper.

Pour des gens habitués à agir sur Très Hautes Instructions du Chef de l'Etat, à qui ils auraient dû produire des éléments pour sa Très Haute Information, cela peut paraître quelque peu précipité, voire suspect. Mais on en a vu d'autres au Cameroun de Paul BIYA où un Premier Ministre dit chef du gouvernement est resté inaudible.

On ouvre les mêmes canaux aux différents snipers avec pour mission de " **canarder** " au maximum tous les ennemis de la Nation.

Et qui mieux que **Mathias Éric OWONA NGUINI**, le bien-nommé, pouvait assumer une telle mission. Il choisit minutieusement sa cible et déclenche le tir.

Sur la télévision publique, il met en doute le rapport de Ilaria Allegrozzi en déclarant le 03 mars 2020 que ledit rapport a été supprimé du site internet de Human Rights Watch. Ce que ne tardera pas à démentir Equinoxe TV qui ouvre ainsi une véritable confrontation avec le débatteur du dimanche, ci-devant ancien défenseur de **la théorie du chaos lent** dont il s'est depuis départi.

Ilaria Allegrozzi se défendra elle-même et taxera à son tour le Pr Matthias Éric Owona Nguini d'amateur de fake news.

Plus tard, l'histoire et le temps lui donneront raison. On est tenté de dire : **Prof ! Ö shame öööhhh !**

Revisitons ensemble les séquences de ce feuilleton à rebondissements, version Novelas :

Le 19 février 2020, la présentatrice de la CRTV, **Adèle Mbala ATANGANA**, parle "*d'allégations mensongères* " et de "*prétendus massacres* « avant de livrer la réaction du ministre René Emmanuel SADI qui, comme nous l'avons déjà vu, dément catégoriquement l'implication de l'armée sur lesdits massacres.

L'autre tam-tam et allié inconditionnel du pouvoir, **Vision 4**, ira aussi de son trémolo en parlant d'une cabale des ONG et de tentatives de déstabilisations contre le Cameroun.

Le 01 mars 2020, **Équinoxe TV** affirme que des éléments de l'armée sont impliqués dans le massacre.

Le 05 mars 2020, **Vision 4**, en rajoute pour fustiger le rapport de Human Rights Watch.

Le 21 avril 2020, la presse diffuse le communiqué de la présidence de la République donnant les conclusions de l'enquête et que nous connaissons désormais.

Le 21 avril 2020 **Equinoxe TV réaffirme** qu'elle était la seule chaîne sur le terrain pour des

enquêtes et la seule à avoir pu vérifier l'implication des éléments de l'armée camerounaise.

Face à tout ceci, on est en droit de tirer les conséquences, toutes les conséquences qui s'imposent, à voir le pays ainsi régulièrement exposé et traîné dans la boue par les mêmes qui appartiennent au clan qui a pris le pays en otage pour des raisons que nous verrons.

A offrir en pâture du menu fretin, et à se contredire plusieurs fois à la face du monde, commande que la chaîne de responsabilités soit interrogée et de la manière la plus indiquée par une enquête indépendante.

Ils sont loin d'entrevoir que dans leur démarche qui consiste essentiellement en déni, puis rétropédalage, ils montrent leurs limites, étalent leur incompétence, et donnent de notre valeureuse armée l'image d'un corps truffé d'indisciplinés qui s'appliquent ses propres règles.

En commettant une enquête indépendante le but recherché reste d'établir les responsabilités des uns et des autres dans la chaîne de commandement, étant entendu que les concernés titulaires des postes rappelés ci-dessus, les nommés **BETI ASSOMO**, **René SADI**, **ATANGA NJI**, auraient rendu leur tablier, toute honte bue.

Le cas échéant, ces démissions qui devraient aller de soi représentent une attente qui doit être portée par le Premier Ministre, à qui de droit, le chef de l'Etat, **Paul BIYA**. Seul le Premier Ministre peut et doit arrêter ce cirque, ce capharnaüm, en mettant sur la balance sa tête contre celles des trois larrons qui gagneraient à faire définitivement profil bas.

Faute d'engager une telle action, le premier ministre se rendrait coupable de complicité et exposerait ainsi le président de la République dont un des collaborateurs indexés dans l'affaire exerce dans un domaine régalien et hautement sensible, la défense.

L'urgence est à la clarification pour ne pas envoyer de mauvais signaux à l'opinion nationale et internationale, comme cette nomination d'**OWONA NGUINI** qui tombe très mal à propos.

Nous ne sommes plus à une humiliation près : la honte, encore, la honte et toujours la honte qu'on inflige au Cameroun, au risque de penser à une malédiction qui s'abat sur le pays avec un

gouvernement qui a abandonné, *par absence de vision sans doute*, la prévision, la planification, la compétence pour s'inscrire dans l'improvisation, la réaction bestiale, primaire et parfois violente, donnant du pays l'image d'un Etat qui s'enfoncé de plus en plus, et de manière irréversible, dans l'ensauvagement, donnant l'image d'un **vaisseau fantôme**.

Et puis franchement, regardons-nous dans les yeux : **y-a-t-il vraiment un pilote dans l'avion Cameroun ?**

En matière d'humiliation, le dernier épisode en date, qui a plus que terni l'image du Cameroun, est bien cette sortie interpellative de **Tedros Adhanon GHEBREYESUS**, ci-devant *directeur général de l'OMS*, qui a tenu à manifester son inquiétude en rappelant Paul BIYA à ses obligations dans une correspondance datée du 23 mars 2020, et ce au moment où tous les dirigeants de ce monde ont tenu à rassurer personnellement leur peuple.

Il y indiquait, entre autres :

« Excellence, votre engagement personnel est nécessaire pour mobiliser les communautés et renforcer l'élan d'un mouvement sociétal contre le Covid-19. Votre voix et votre présence par l'intermédiaire des principaux moyens de communication... auront une valeur inestimable... »

En français facile et pour paraphraser un contemporain, il dit :

Où êtes-vous passé, monsieur le commandant en chef du Cameroun ? Le devoir vous appelle !

Mieux, **Maurice KAMTO** s'engage dans cette même voie en s'interrogeant sur l'effectivité de la présence physique de l'occupant de fait de la fonction la plus élevée du pays, en le mettant en demeure de donner signe de vie.

Cette interpellation va donner le tournis à la clique qui *dirige le pays par procuration*, et l'on observe un *niveau de panique* qui rend suspect tous les actes posés par ces collaborateurs d'un Chef fantôme, qui se lancent dans des débats d'arrière-garde pour tenter de nous éloigner du sujet.

En effet, et alors qu'il s'agit de responsabilité de celui à qui les destinées de ce pays ont été confiées, ils nous embarquent **sur le thème de la vie ou de la mort du maître des horloges**, toute chose qui va les précipiter dans la maladresse et les pousser à poser un acte inacceptable et de nature

à semer une totale confusion, que dire, une véritable pagaille dans nos relations avec un pays ami.

Il faut rappeler le contexte qui prévaut à ce moment-là : porté disparu depuis plus d'un mois, Paul BIYA est réclamé à cors et à cris par ses compatriotes de tous bords, qui attendent qu'il les délivre du **"long règne des Très Hautes Instructions"**, pour s'assurer que c'est bien lui qui est aux commandes.

Au lieu de cela, on leur sert une rencontre entre le plénipotentiaire dudit pays et Paul BIYA, une rencontre qui a alimenté toutes sortes de rumeurs et d'interprétations, par une vidéo devenue virale, au point de donner des insomnies à certains qui mettront du temps à se relever d'une telle offensive.

Et depuis cet épisode malheureux, silence radio : **Paul BIYA est à nouveau porté disparu**.

Et le régime du " Sur Très Hautes Instructions " a repris du poil de la bête et a même dépassé la vitesse de croisière avec toutes ces légèretés et manipulations que s'autorise le gang d'artificiers maladroits, qui dévoilent leur amateurisme, notamment au travers de toutes ces variations constatées dans l'évolution de la signature de Paul BIYA.

Le Camerounais ordinaire ne sait plus à quel saint se vouer par ces temps difficiles de Coronavirus qui obligent pourtant à la solidarité, à la discipline et surtout à la responsabilité, le tout sensé être impulsé en personne par la clef de voûte de nos Institutions, le président de la République, chef de l'Etat, Monsieur Paul BIYA. Mais celui-ci est invisible, muet, sourd, ce qui ouvre la voie, *n'en déplaise à ses thuriféraires*, aux multiples préoccupations et interrogations légitimes de l'immense majorité du peuple camerounais.

Nous sommes en guerre contre ce mal rampant qui met en péril notre existence en tant que Nation, met à mal le fonctionnement des institutions des Etats, dont le nôtre, et remet en cause la gouvernance mondiale.

On attend donc d'un dirigeant qu'en pareille circonstance, pour assurer de manière efficace la continuité de la représentation de l'Etat, il revête ses attributs de chef des Forces Armées et prenne ses responsabilités, toutes ses responsabilités qui ne peuvent être ni dévolues, ni déléguées à

quiconque, en pareille circonstance, **graves**, convient-il de le rappeler.

Mais chez nous, le Général n'est pas là. Vraisemblablement, il a déserté le champ de bataille, abandonnant ses troupes à elles-mêmes, en cédant tous les pouvoirs que lui confère la Loi Fondamentale du pays à des acteurs illégitimes dans le cadre d'une délégation expresse de signature.

Doit-on et peut-on déjà évoquer le cas de haute trahison ?

Nous n'en sommes pas si éloignés !

Cette absence prolongée de Paul BIYA, alors que **les circonstances exceptionnelles** exigent sa présence, inquiète et oblige à aborder *froidement, sans complaisance ni état d'âme, le problème du vide constaté* au sommet de l'Etat, non pas pour épiloguer sur la vie ou la mort d'un individu mais pour faire constater que le président de la République a cessé de donner au peuple souverain des preuves de son aptitude à se maintenir à la direction du pays, en commençant par de simples preuves de vie.

C'est de cela qu'il s'agit.

Cette absence de preuves de vie alimente toutes sortes de rumeurs, de scénarii qui renforcent la thèse d'une succession – **hors Constitution** - qui se préparerait sur le dos du peuple.

Si la sortie fort médiatisée de la rencontre entre Paul BIYA et l'Ambassadeur de France a laissé un goût amer, un goût d'inachevé, c'est parce qu'il s'en dégage **un relent de mépris**, mépris à l'endroit du peuple souverain, et **une admiration-soumission** à l'ancienne puissance à laquelle il réserve toute son attention et la primeur de certaines décisions.

C'est ce lourd tribut que paie cet homme, l'ambassadeur de France, qui a cru, **à tort ou à raison**, qu'il devait plus se préoccuper de sauver les apparences d'un régime à l'agonie que de prendre en considération les aspirations légitimes d'un peuple abandonné. **Mal lui en a pris**, et c'est aussi cela les mauvais calculs d'une diplomatie arc-boutée sur un vieux logiciel qui a montré ses limites et qui est de plus en plus passé de mode. Monsieur l'ambassadeur n'a qu'à s'en prendre à lui-même au lieu de chercher un bouc-émissaire à ses malheurs.

Qu'il se ravise et prenne la juste mesure des choses! On se demande s'il accepterait pareille chose s'il s'était

retrouvé dans la peau des Camerounais. Il est temps qu'il arrête d'indexer tel ou tel autre acteur majeur camerounais.

On aimerait juste lui poser une toute petite question : *Monsieur l'Ambassadeur de France, comment trouvez-vous le rôle d'un de vos prédécesseurs, Yvon OMNES, auprès du chef de l'Etat du Cameroun, un pays auprès duquel il a représenté un pays de traditions, d'honneur et de principes, ce pays cher au Général de Gaulle ?*

Vous voudrez bien nous édifier sur le sujet, et nous citer un cas similaire, un seul dans l'histoire de la diplomatie mondiale, et nous vous en saurons gré.

Nous ne nous serions pas engagés dans l'analyse des états d'âme d'un ambassadeur resté loin des pratiques du monde diplomatique, mais ses sorties pleines de suffisance et pourtant mal assurées ainsi que les agacements du Quay d'Orsay, deviennent insupportables et frisent le mépris en reléguant le peuple Camerounais au rang des laissés-pour-compte. **Ce peuple a cessé d'être l'agneau soumis.**

Une fois pour toutes, qu'on se le tienne pour dit.

Pour revenir sur le sujet de l'heure et qui est l'objet de toutes les préoccupations, il est donné à tout observateur averti de la scène politique camerounaise de se rendre compte qu'**il y a malaise**, et tout acte, toute déclaration venant de nos dirigeants est minutieusement scruté et donne lieu à interprétations diverses.

La rencontre organisée n'ayant pas produit l'effet escompté dans l'imaginaire collectif camerounais, c'est avec beaucoup d'impatience que le commun des mortels attend les festivités du 20 mai prochain.

Et une fois de plus, nos dirigeants ont donné dans la cacophonie, aiguisant un peu plus la curiosité des Camerounais et de l'ensemble de la communauté internationale.

En effet, pendant que le ministre délégué à la présidence chargé de la Défense, « *encore lui* », indiquait le thème retenu pour la prochaine édition de la fête du 20 mai, sur Très Hautes Instructions du chef de l'Etat, il se fait aussitôt remonter les bretelles, toujours sur Très Hautes Instructions du même chef d'Etat, par le SGPR, bénéficiaire d'une délégation expresse de signature en violation flagrante des textes en vigueur, qui sort un communiqué annulant toutes les cérémonies liées

à la célébration des fêtes des 1^{er} et 20 mai pour cause de Covid-19.

Du coup, **le 20 mai** qui était considéré comme une session de rattrapage, une occasion pour Paul BIYA de se montrer enfin et mettre ainsi fin à toutes sortes de rumeurs, tente d'être balayée d'un revers de la main par un texte frappé d'illégalité.

Mais n'y avait-il pas une autre alternative ? A l'exemple du Président MACKY SALL, qui, au Sénégal, face à cette situation exceptionnelle, a décidé de maintenir la fête nationale, mais en optant pour une cérémonie en cercle restreint au Palais présidentiel !

Le minimum qu'on attend ce jour-là de Paul BIYA est de s'en inspirer utilement et de s'adresser à la Nation dans ces circonstances inédites et exceptionnelles. Faute pour lui de déférer à cette obligation, il s'expose inévitablement à deux types de procédures qui pourraient être intentées contre lui de manière simultanée : **la constatation de la vacance du pouvoir et la destitution** pour actes accomplis et actes non-accomplis durant ses mandats présidentiels successifs.

Que chacun prenne ses responsabilités !

L'heure est grave, et Maurice KAMTO a pris les siennes dans cette adresse en date du 15 avril 2020 au PAN en vue d'engager la procédure de constatation de la vacance du pouvoir par le Conseil Constitutionnel.

Il en appelait au parlement qui n'a du reste pas été consulté pour l'annulation des festivités du 1er et du 20 mai. En effet si la décision a été prise pour cause de crise grave, Paul BIYA fait là usage des pouvoirs spéciaux que lui reconnaît la Constitution, mais alors, il doit en informer le peuple, ce qui explique la nécessité de son apparition, sauf à croire qu'il estime, comme il l'a toujours fait durant son long et pénible règne, qu'il n'a de compte à rendre à personne, le Cameroun étant sa chose, sa propriété, sa plantation.

La loi réserve au seul Président de l'Assemblée nationale, après avis conforme du Bureau de cette Institution, le privilège de la saisine du Conseil Constitutionnel aux fins du constat de la vacance de la Présidence de la République. Les députés sont des députés de la nation, il faut le dire, et non d'un parti politique, encore moins d'un homme, fût-il le chef de l'Etat. Ils doivent de ce fait se

préoccuper en permanence des intérêts de cette Nation.

C'est la **préoccupation de l'intérêt supérieur de la Nation** qui doit en tout temps guider leur comportement. De la sorte, si la Constitution n'indique pas qui peut solliciter le Président de l'Assemblée nationale à cette fin, **faisant œuvre jurisprudentielle**, créatrice du droit pour couvrir tout vide juridique, le député, à plus forte raison, le Président de l'assemblée nationale, doit reconnaître que ce vide juridique ouvre cette **possibilité à tout citoyen**, groupe de personnes, ou organisation politique.

Maurice KAMTO a donc pris ses responsabilités, usant de ce droit qui ne lui est pas prohibé. Et la situation le commande dans l'intérêt de la Nation.

Il serait fort étonnant que le PAN prenne les siennes en soumettant seulement le problème au Bureau réuni en séance extraordinaire. L'histoire retiendra... !

Mais ils ignorent sans doute, et de nombreux compatriotes avec, qu'il existe une disposition permettant de recourir au TGI qui, dans ses attributions, peut être saisi des requêtes tendant à obtenir par toute personne ou autorité l'accomplissement d'un acte qu'elle est tenue d'accomplir en vertu de la loi.

Si tous les joueurs de loto qui nous dirigent arrivent à se convaincre que nous sommes en régime définitif, nous n'avons, en tant que peuple, aucune espèce d'obligation à les regarder faire, à les laisser exécuter un plan qui ne vise pas le bonheur du peuple dont ils se foutent comme d'une guigne.

On parle de responsabilité, et on nous entraîne dans des cultes d'adoration, faisant oublier que c'est bien le sens des responsabilités qui a fait BIYA roi.

En effet, c'est bien pareilles circonstances qui l'ont amené au pouvoir, son illustre prédécesseur, Ahmadou AHIDJO, estimant qu'il ne pourrait plus disposer de toutes ses facultés pour assumer ses lourdes charges à la tête de l'Etat. On parle bien d'engagement et de responsabilité individuelle! Nous en sommes désormais bien éloignés.

Et toutes les créatures sortent du bois, rivalisent d'adresse : c'est à qui décochera le maximum de flèches contre Maurice KAMTO, croyant diluer leur totale irresponsabilité qui les expose au jugement de l'histoire.

Seul leur dieu compte, le peuple ne compte que pour du beurre !

Le monde est confronté à une véritable tragédie et tous les responsables du monde ont retroussé les manches pour prendre le problème à-bras-le corps. Chez nous, ils y mettent tout leur génie de comédiens et de magiciens, ne s'inspirant pas le moindre du monde des exemples d'ailleurs où leurs homologues ont perdu le sommeil, allant de plans en évaluation, en remise en cause des certitudes d'hier pour essayer de préserver la vie de leurs populations. Ils ont initié des mesures restrictives de libertés essentielles, n'hésitant pas à tendre l'oreille à toute critique constructive, travaillant nuit et jour, d'arrache-pied, à la recherche de solutions, magnifiant l'abnégation de l'ensemble du corps médical et des équipes de volontaires, toutes choses tendant à créer une véritable union sacrée autour d'un chef au front, demandant à ses troupes de lui faire confiance et de le suivre.

Les marionnettes de Paul BIYA nous imposent leur mauvais film dont ils ne maîtrisent même plus le scénario, l'acteur étant mort dans la première séquence.

Quel crédit peut-on accorder à un pays qui décrète le déconfinement sans être officiellement entré en confinement ?

Les Camerounais à qui on venait juste d'imposer le port du masque, comme mesure forte d'un plan sans queue ni tête, avec à l'appui la fermeture de lieux de fort rassemblement (bars, boîtes de nuits, églises...) se voient gratifiés d'une autorisation de réouverture de certains de ces lieux bien ciblés pour la cause, et on comprend pourquoi. Ces lieux c'est cet ensemble de points où on devise autour d'une quantité incalculable de litres d'alcool dans une ambiance de fête et de kermesse.

Les églises restent soumises aux premières mesures, question de marteler que les bistrotts sont les seuls endroits où la discipline est la chose la mieux partagée. Et d'ici on imagine le tableau avec tous ces hommes et toutes ces femmes qui boivent au goulot à travers leur masque... du génie, on vous a dit !

Mais en réalité l'objectif visé est bien d'occuper les esprits qu'on a réussi à confiner jusqu'ici loin de l'essentiel, surtout que l'échéance du 20 mai se rapproche inexorablement. Livrer ainsi toute une

population à la mort pour un funeste objectif, c'est tout simplement CRIMINEL !!!

Il est temps, vraiment temps que le peuple se réveille et prenne son destin en main face à l'histoire et pour sa survie.

Il y a un temps pour tout !

(²) Avocat au Barreau du Cameroun
Ancien Bâtonnier de l'ordre